

Burundi-Rwanda : Pierre Nkurunziza, libre cours à la poursuite de Paul Kagamé

GuineaNews, 19 mai 2018 En Afrique centrale, les exercices nationaux ne se limitent plus au troisième mandat. Tous ceux qui ont passé le Cap de Bonne Espérance indemne le troisième mandat, ont libre cours pour voguer librement jusqu'en 2034 avec l'assentiment tacite de la Communauté internationale, de l'UE et de l'UA. Quant aux autres organisations sous-régionales, elles ne savent plus comment dire NON. [Photo : Les présidents burundais Pierre Nkurunziza (g) et rwandais Paul Kagame (d), le 13 avril 2015 à Butare.]

Tout a commencé avec le génocide du Rwanda. Personne n'avait prévu. Les 800 mille victimes ont pesé lourd dans la bascule, mais Paul Kagame a pu redresser la barre. Le Rwanda est de nos jours un pays modèle pour l'Afrique. Quand on sait que la démocratie a emmené ce désastre humain, parler d'elle et de l'alternance politique dans un pays où les plaies n'ont pas complètement cicatrisé, il faudrait remuer 7 fois la langue dans la bouche, peu de monde s'y hasarde qui donne libre cours à Kagamé. Seulement, quand il fait beau à l'est, il fait aussi beau à l'ouest et partout. Si cela passe comme lettre à la poste au Rwanda, pourquoi pas au Congo Brazzaville ? Pour être engagé et avoir perdu des hommes dans les forces stationnées au Mali contre les djihadistes, Idriss Déby Itno se précipite au Tchad. Les grèves et manifestations populaires n'ont rien pu pour le faire reculer. D'autres sont à l'observation et attendent l'occasion opportune pour sortir du bois. Depuis 2015, la question du troisième mandat agace Pierre Nkurunziza. Il n'a pas pris des gants pour se maintenir et pour viser le même objectif de 2034 que son voisin du Rwanda. Si Kagame, un Tutsi et minoritaire peut se maintenir au milieu des Hutus, pourquoi pas lui, Hutu et majoritaire chez lui. Ça passe ou ça casse, il fonce dans le tas, autant qu'il a le soutien silencieux des barons de la région. Le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda sont pas spécialement hostiles. Ce qui fait que les organisations sous-régionales et l'UA ne disent pas grand-chose. Quant à la Communauté internationale, elle semble se conformer. A chaque fois qu'elle fait semblant d'approuver les agissements de Nkurunziza, les opposants burundais s'agitent pour être massacrés gratuitement. C'est ainsi que le dernier référendum organisé en vue de lui permettre d'avoir les coudées franches jusqu'en 2034, pas beaucoup de Burundais savent de quoi il retourne exactement. Sur les bulletins, il n'y a que deux mots : OUI et NON. La pression qui est abattue sur ces populations n'incitera personne à se demander s'il faut voter OUI ou NON, dire non à « Di OUI à Nkurunziza ? Le référendum n'est qu'une formalité grossière. Voilà Pierre Nkurunziza à la poursuite de Kagame, le chariot est sur les rails. Mais tout ce qui se passe à l'est peut se passer à l'ouest de la même manière si toutes les conditions sont remplies, comme au Rwanda, tel est le cas au Burundi ?